

## LE LOBBY DE LA BRIQUE N'A AUCUN INTÉRÊT À RÉSOUDRE LE PROBLÈME DU LOGEMENT.

La demande de logement social au cours des deux dernières années, est plus que doublée.

Aujourd'hui, les demandes de logement sont environ 26 milles: 90% déclarant un revenu de moins de 14.000 euros par an: il y a une urgence immédiate de logement.

les trois dernières années, un peu plus de 2000 maisons attribuées. Des maisons vides: 2500 appartements fermés et déclarés inhabitables.

logements trop petits, souvent surpeuplés, avec des sanitaires cassés, ou pas de douche, des bâtiments en ruine, et aussi des cours où il n'y a pas de concierge et personne ne vient pour ramasser les ordures. Dans ces conditions, Aler et la commune de Milan de maintiennent un stock de logement d'environ 45.000 maisons et des respectifs habitants. parlons des quartiers sans services, où il n'y a pas d'endroits d'agrégation de jeunesse, et, au lieu d'augmenter le travail bénévole des associations et des comités qui travaillent pour améliorer l'habitabilité dans le quartier, les fonds pour ces activités sont réduites de façon constante. Personne n'a pris la peine de le souligner, la tempête médiatique sur la Via Padova, c'est exactement ce qui s'est passé dans ce quartier, où même la commune a réduit les services sociaux et a fermé les Sert. Milan est, depuis des années, un laboratoire de mauvaises idées sur les politiques migratoires de la droite. Promenez-vous dans le bidonville de Milan pour se rendre compte que la condition dans laquelle Aler abandonne les bâtiments est une honte, et les habitants sont de plus en plus laissés à eux-mêmes.



Au lieu de pointer du doigt les habitants de ces quartiers, on doit identifier les véritables responsables de cette situation: la commune de Milan, l'Aler, les spéculateurs et les entrepreneurs. Remplissent les rues de nos quartiers de la police, bénéficiant d'une plus grande sécurité: Pourtant, nous savons que les droits sont la seule garantie que nous voulons, et que la maison est un droit nécessaire, indispensable. C'est pourquoi des milliers de gens sont prêts à vivre dans des situations de dégradation, parce que sans un toit sur sa tête on ne peut pas vivre: des petites maisons, dégradés et surpeuplés sont mieux de la rue. À qui nous reproche d'avoir volé le droit au logement à ceux de la liste, nous répondons que, à Milan le nombre de logements vides est deux fois la demande: ne se sont pas les occupants qui volent le foyer, mais qui les garde fermées depuis des années. Ils privent les maisons. Nous les vivons et nous vivons nos quartiers: lutter ensemble pour le droit à un logement signifie porter la solidarité dans les quartiers où autrement est susceptible de déclencher un mécanisme de guerre entre les pauvres. Si cela est le jeu que la ligue nord e Pdl tentent de poursuivre, nous ne nous tombons pas: La colère est une conséquence digne et naturelle pour qui habite dans telles conditions, Pourtant, à partir de ceci elles peuvent naître des comités de quartier, qu'elles ne sont que de petites communautés de personnes ayant des besoins et des nécessités communs et pour cette raison elles poursuivent des luttes pour les droits de tous. Fermer la porte au racisme et à la spéculation, défendre nos maisons et nos quartiers, signifie les faire vivre.

## UNE JOURNÉE SANS NOUS.

Cette revue sort le 1er Mars de 2010, se sont plusieurs mois qu'on parle dans toute l'Europe à la grève des immigrés, même aujourd'hui, certaines usines, certaines écoles, certains centres de logistique sont en grève, même si on est très loin de bloquer l'ensemble de l'Europe pour un jour. La grève est en fait l'une des nombreuses manifestations qui peuvent être faites, elle vise à arrêter la production, endommageant ainsi ceux qui tirent de l'exploitation du travail pour exiger de nouveaux droits. Aujourd'hui, c'est un essai général, mais la chose la plus importante est l'idée qui commence à se développer et qui aura bientôt les conséquences, l'idée est la suivante: Qu'arriverait-il si les immigrés se croisant les bras pour une journée? L'idée de la grève qui a donné naissance au premier mars est née pour la première fois en France (un laboratoire pour les revendications et les luttes des communautés de migrants), avec le nom de "la journée immigrés sans: 24h sans nous". Le comité a été créé ça fait plus d'un an. Le choix de la date n'est pas fortuit: le premier Mars 2005 était le jour de l'entrée en vigueur de la loi CESEDA (Code de l'entrée, du séjour des étrangers et du droit d'asile), également appelé «code des étrangers», dont le but est la "sélection des immigrants en fonction des critères purement économiques", expliquent les promoteurs. Un choix qui appelle une autre mobilisation sensationnelle d'en bas: le boycott américain du 1 Mai, 2006, intitulé "Un jour sans immigrants" ou "El Gran Paro estadounidense" des communautés métisses. Après avoir menacé à plusieurs reprises, des centaines de milliers de Latino-Américains arrêtés à la Fête du Travail pour protester contre le projet de loi Sensenbrenner qui criminalisent l'immigration clandestine et des sanctions plus sévères à ceux qui, volontairement, sont venus en Amérique par des voies illégales, tandis que des millions de migrants sont descendus dans les rues à travers l'Amérique avec la colère et la détermination, en faisant valoir les droits et la dignité contre les barrières, le racisme et la politique de la désintégration des familles. La protestation a été annoncée en avril 2006 à Los Angeles et ensuite a été organisée par diverses associations d'auto-organisation des migrants y compris Hermandad Mexicana, les comités locaux du Movimiento Estudiantil Chicano de Aztlan, The Coalition For Human Immigrants Rights Of Los Angeles a été coordonnée au niveau national par le Mouvement du Premier Mai pour les travailleurs et les droits des immigrants, au cri de «pas de travail, ni école, ni vente, ni achats». En quelques jours se propage d'une façon virale à travers le réseau, le tam tam et les médias gérés par les communautés immigrées. Un événement qui, pendant une journée, a arrêté l'économie américaine, malgré les barbes de l'administration Bush et les tentatives de certains gouverneurs pour bloquer la grève. Un événement d'une certaine façon a été annoncé au cinéma par le film "dia sin Mexicanos", qui raconte les conséquences pour l'économie de la disparition soudaine de tous les Latinos en Californie.